

Bahu-Leyser, Danielle. *De Gaulle, les Français et l'Europe*. Paris, Presses Universitaires de France, 1981, 261 pages.

Maurice Pontelet

Volume 13, Number 1, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701341ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701341ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pontelet, M. (1982). Review of [Bahu-Leyser, Danielle. *De Gaulle, les Français et l'Europe*. Paris, Presses Universitaires de France, 1981, 261 pages.] *Études internationales*, 13(1), 208–209. <https://doi.org/10.7202/701341ar>

économique sont ici comme dans d'autres chapitres les bienvenues, compte tenu des lacunes du chapitre traitant de la question. Un résumé en cinq points permet de bien situer le point de vue de l'auteur sur un système jugé sévèrement à cause de son excès de centralisme et des méthodes que requiert son fonctionnement. Une partie importante du chapitre se rapporte à ce que pourrait être « l'après Kim ». On n'écarte évidemment pas l'hypothèse que tout continuera comme avant – « Kimism without Kim » – le dictateur léguant des pouvoirs et ses méthodes à son fils Kim Chung-il. Par ailleurs, à nouveau, en considérant les difficultés économiques que connaît le pays et les réformes économiques déjà entreprises, une décentralisation du mécanisme politique et économique se trouve envisagée comme probable. Ici, comme ailleurs dans l'ouvrage on ne peut éviter l'impression que la subjectivité occupe une place prépondérante dans les observations relevées. Néanmoins, il s'avère indéniable que cet ouvrage contient beaucoup d'informations très utiles sur un pays très peu connu.

André JOYAL

*Département d'administration et d'économique
Université du Québec à Trois-Rivières*

EUROPE OCCIDENTALE

BAHU-LEYSER, Danielle. *De Gaulle, les Français et l'Europe*. Paris, Presses Universitaires de France, 1981, 261 pages.

Madame Bahu-Leyser a fait un travail remarquable de recherche sur l'opinion des Français quant à l'Europe, sous la Présidence du Général de Gaulle. Elle a interrogé les responsables encore vivant, examiné leurs prises de position écrites et verbales, scruté documents et journaux, étudié les résultats des sondages. Son livre est donc très complet, ce qui ne l'empêche nullement d'être clair et de lecture facile, sinon toujours passionnante.

D'où vient, alors, que j'éprouve une certaine déception? Probablement, je crois, du fait que la formation de la pensée européenne échappe à toutes les méthodes de recherche en science politique. Et ce parce que l'immense

majorité des hommes, tant dirigeants que simples citoyens, parlaient et agissaient en dehors, ou parfois même contre, toute conviction intime, donnant tous plus ou moins l'impression de sauter dans un train en marche.

Mais qui avait lancé ce train? Une équipe de technocrates visionnaires, gravitant autour de Jean Monnet, et bénéficiant de circonstances favorables: des hommes politiques français condamnés par leur système à ne s'intéresser qu'au court terme, un chancelier Adenauer désireux de voir l'Allemagne à nouveau traitée sur un plan d'égalité, la crainte d'un conflit USA-URSS dont le continent ferait les frais, enfin une lassitude de tous les peuples au lendemain de deux guerres qui, pour l'Europe, on s'en rendait compte, avaient été des guerres civiles.

Y a-t-il eu vraiment adhésion au grand projet européen? Une première tentative, celle de la Communauté européenne de défense, avait échoué; même un homme comme Pierre Mendès-France, avait refusé d'engager le sort de son cabinet sur cette question. Quant aux Gouvernements (ou prétendus tels...) Gaillard et Pflimlin, ils envisageaient, après la signature des accords de Rome, d'en retarder, jusqu'à six ans, l'application.

Partis politiques, surtout de gauche, syndicats, industriels, agriculteurs, etc... beaucoup furent, au début, sceptiques, ou même hostiles. Ce n'est qu'après plusieurs années que la construction européenne fut admise par eux comme un fait positif.

De Gaulle, lui, bien qu'opposé à « l'Europe des technocrates », vit dans cette construction le moyen d'accroître l'autorité de la France, grâce au rapprochement avec l'Allemagne, pour créer un acteur européen, sensiblement égal aux États-Unis, et donc de s'affranchir de la tutelle de ceux-ci.

C'est d'ailleurs pourquoi il s'opposa à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, le soupçonnant d'être un cheval de Troie des Américains. Ses successeurs furent plus conciliants, sans avoir toutefois pu prouver que l'union Europe-Grande Bretagne était heureuse ou même bénéfique. Quel européen réussira-t-il ce nouveau « Taming of the shrew »?

En définitive, le livre de Madame Bahu-Leyser amène surtout à se poser la question: mais où étaient les vrais européens? Les Français se sont adaptés, je serais presque tentés d'écrire: résignés, à l'idée européenne. Ils y voient quelques avantages pratiques, souvent un marché plus étendu, parfois des menaces, mais toujours en fonction d'intérêts particuliers. Ils vivent « avec » l'Europe et non « dans » l'Europe, encore moins « pour » l'Europe.

Faut-il s'en étonner, s'en plaindre, s'en inquiéter? Pas outre mesure, si l'on veut bien admettre que la plupart des nations, y comprise la française, se sont faites progressivement à partir d'une idée ou d'une volonté commune et que le sentiment national n'est pas inné, mais acquis, plus ou moins profondément d'ailleurs. La nation européenne doit suivre la même évolution. Il est d'ailleurs encourageant de constater que les Français qui avaient quelque peu boudé le referendum du 23 avril 1972 sur l'Europe, ont, par contre, largement participé, le 10 juin 1979, aux élections de l'Assemblée européenne.

De Gaulle n'a pas vécu assez longtemps pour voir l'Europe des Dix, les élections au suffrage universel, le serpent monétaire, etc... Il ne serait certainement pas d'accord avec toute cette évolution; mais, en grand réaliste, il s'en accommoderait. Lui qui aurait pu, pratiquement, tuer dans l'oeuf l'Europe, à son retour aux affaires en 1958, n'a pas cédé à la tentation. Se rendant compte de la faiblesse d'une France seule, ne voulant ni d'une France soviétique, ni d'une France américaine, il estimait qu'une France européenne était une solution.

S'il n'a pas été un fondateur de l'Europe, il en a été un constructeur prudent. Au moins, avait-il su choisir et agir. Les autres – et c'est pour moi ce qui ressort du livre de Madame Bahu-Leyser – n'ont guère fait que subir et réagir.

Maurice PONCELET

Faculté d'administration
Université d'Ottawa

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Hélène GALARNEAU*

ARBEITER, Jürgen, *Nato Strategy: Strengths and Weaknesses*. Kingston (Ontario), Centre for International Relations, Queen's University, « National Security Series », n° 6, 1980, 42 p.

Les études stratégiques demandent d'ordinaire que le lecteur maîtrise une avalanche de chiffres et de données techniques. Rien de tel dans le court travail de J. Arbeiter, officier d'active dans l'armée d'Allemagne Fédérale, et visiting Fellow, en 1979-80, au Centre for International Relations, de Queens Ontario. Ce qui intéresse en effet l'auteur, c'est la validité des conceptions stratégiques de l'OTAN, face à un ennemi potentiel, l'URSS, dont les desseins expansionnistes sont servis par la maîtrise des moyens non militaires (propagande, subversion) et par la domination des pays liés par le pacte de Varsovie.

L'OTAN, conclut Arbeiter, est en position d'infériorité en raison du chiasme entre les aspects militaires de la stratégie, lesquels sont à proprement parler de son ressort, et les aspects économiques et sociaux, qui relèvent de la Communauté européenne. L'auteur plaide donc pour une stratégie globale qui coordonnerait les politiques à long terme des États-Unis et de l'Europe, et pour la poursuite du dialogue nord-sud. La Communauté atlantique, en effet, a besoin des matières premières du Tiers Monde, comme ce dernier a besoin du modèle offert par la civilisation occidentale. Le concept stratégique ne doit plus être seulement sécurité = défense + détente; mais sécurité = défense, + détente + coopération.

J. Arbeiter soulève un problème qui n'est pas nouveau: les tensions entre l'Alliance atlantique et l'Europe en voie de formation. L'ère Adenauer-de Gaulle en montrait déjà tous les prodromes. À l'heure actuelle ces tensions sont, il est vrai, plus redoutables. Il n'est pas pour autant assuré que les recom-

*Documentaliste au C.Q.R.I.